



Secrétariat général
pour les affaires régionales
et européennes

ARRETE PREFECTORAL N° 2016/07

**portant organisation de la
Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de
l'emploi de la région Alsace, Champagne Ardenne et Lorraine**

**LE PREFET DE LA REGION ALSACE-CHAMPAGNE-ARDENNE-LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST
PREFET DU BAS-RHIN**

Vu la loi n°72-619 du 5 juillet 1972 modifiée portant création et organisation des régions, notamment son article 21-1 ;

Vu la loi n°92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment son article 4 ;

Vu la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral, notamment son article 1^{er} ;

Vu le décret n°60-516 du 2 juin 1960 modifié portant harmonisation des circonscriptions administratives, notamment son annexe I dans sa rédaction résultant du décret n°2015-969 du 31 juillet 2015 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment son article 26 ;

Vu le décret n°2009-1377 du 10 novembre 2009 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi,

Vu le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Stéphane FRATACCI préfet de la région Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine ;

Vu le décret n°2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation de l'administration et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'État et de commissions administratives

Vu l'arrêté du 1^{er} janvier 2016 nommant Madame Danièle GIUGANTI, directrice régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine;

Vu l'avis des comités techniques des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi des régions Alsace, Champagne Ardenne et Lorraine, réunis en formation conjointe le 17 novembre 2015 ;

Sur proposition du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine;

Arrête :

Article 1 :

La direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine a son siège à Strasbourg.

Article 2 :

L'organisation de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine, appelée « organisation-cible » dans la suite du présent arrêté, est constituée des structures suivantes rattachées au directeur régional :

- le secrétariat général
- la mission synthèse
- le pôle « entreprises, emploi et économie »
- le pôle « politique du travail »
- le pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie »
- l'unité départementale des Ardennes
- l'unité départementale de l'Aube
- l'unité départementale de la Marne
- l'unité départementale de la Haute Marne
- l'unité départementale de la Meurthe et Moselle
- l'unité départementale de la Meuse
- l'unité départementale de la Moselle
- l'unité départementale du Bas-Rhin
- l'unité départementale du Haut-Rhin
- l'unité départementale des Vosges

L'organisation détaillée et les implantations de ces structures sont précisées à l'annexe 1

Article 3 :

Le secrétariat général est chargé de mettre à disposition les moyens et d'assurer le fonctionnement de la DIRECCTE. Les missions comprennent le dialogue social, les ressources humaines y compris la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, la prévention des risques professionnels, la programmation et l'exécution financière, la logistique et la gestion des systèmes d'information.

La mission synthèse est chargée d'assister le directeur régional dans la conduite générale de la DIRECCTE. Elle intervient sur l'appui à l'organisation et au pilotage, le contrôle interne juridique et comptable, la communication externe, la documentation et la gestion des archives. Le service Etudes, Statistiques, Evaluation lui est rattaché.

Les missions des pôles sont précisées dans le décret du 10 novembre 2009 susvisé.

Article 4 :

Les unités départementales exercent, à l'échelle départementale :

- sous le pilotage fonctionnel du pôle « politique du travail » : des missions relevant du 1° de l'article 2 du décret du 10 novembre 2009 susvisé, et en particulier les missions d'inspection de la législation du travail, selon l'organisation précisée par l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié ;
- sous le pilotage fonctionnel du pôle « entreprises, emploi et économie » : des missions relevant du 2° de l'article 2 du décret du 10 novembre 2009 susvisé.

Elles sont associées aux missions du secrétariat général dans des conditions fixées par le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi.

Elles peuvent instruire des procédures relevant d'une autre unité départementale, dans des conditions de mutualisation fixées par le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, après avis du comité technique de service déconcentré.

Article 5 :

L'organisation-cible décrite aux articles 2, 3 et 4 est mise en place à compter de la publication du présent arrêté.

Toutefois, à titre transitoire et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2018, certaines structures peuvent conserver des implantations à Châlons, Nancy et Metz complémentaires de celles de l'organisation cible.

De plus, certaines structures peuvent présenter une organisation transitoire au plus tard jusqu'au 31 décembre 2018, dans les conditions précisées en italique dans l'annexe.

Le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi peut également mettre en place des équipes projet à vocation transitoire. Il en précise la localisation à Châlons, Nancy, Metz ou Strasbourg ainsi que le rattachement hiérarchique.

Article 6 :

Le secrétaire général pour les affaires régionales de la région Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine et le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine.

Fait à Strasbourg, le 4 janvier 2016

Le Préfet,

signé

Stéphane FRATACCI

ANNEXE

Organisation-cible de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine

1- Organisation détaillée

Une structure N-1 est rattachée au directeur régional. Une structure N-2 est rattachée à la structure de rang supérieur la précédant dans le tableau ci-dessous.

L'implantation géographique est la ville où est localisé le responsable de la structure, et où sont localisés tous les agents hors ceux appartenant à des sous-structures pour lesquelles une implantation différente est précisée dans le tableau.

Structures N-1	Structures N-2 Services	Implantation géographique
Secrétariat général		Strasbourg
	Service Ressources Humaines	Châlons Avec relais de proximité mutualisés
	Service Financier	Strasbourg
	Service Moyens généraux	Metz, Avec relais de proximité mutualisés
	ESIC – Equipe Système Informatique et Communication	Nancy, en multi-site avec Châlons et Strasbourg Avec relais de proximité mutualisés
Mission Synthèse		Strasbourg
	Service Etudes	Strasbourg En multi-sites avec à Nancy et Châlons
Pôle T		Strasbourg En multi-sites avec Nancy et Châlons pour les activités de contrôle et d'appui au contrôle
	Service Politiques du travail	Strasbourg Avec un site distant à Nancy (appui juridique et sanctions administratives) et un site distant à Châlons (dialogue social)
	Service Santé et qualité de vie au travail	Strasbourg En site distant à Nancy et Châlons pour les médecins inspecteurs du travail
Pôle 3E		Strasbourg
	Service du développement économique et des mutations économiques	Strasbourg En multi-sites avec Châlons et Metz
	Service développement de l'emploi	Strasbourg, avec un site distant à Nancy pour les dispositifs d'accès et de retour à l'emploi
	Service Fonds social européen	Strasbourg En multi-sites avec Nancy et Châlons
	Service contrôle de la formation professionnelle	Nancy En multi-sites avec Strasbourg et Châlons
Pôle C		Strasbourg
	Service pilotage – appui-technique – animation des DDI	Strasbourg, En multi-sites avec Châlons et Metz
	BIEC et pratiques anticoncurrentielles	Metz, En multi-sites avec Strasbourg et Châlons
	Surveillance des pratiques restrictives de concurrence	Strasbourg En multi-sites avec Châlons et Metz
	Expertises spécialisées – BIEV - Fruits et légumes – Secteurs particuliers	Châlons, Avec une BIEV à Châlons et une BIEV en site distant à Strasbourg

	Expertises spécialisées - Secteurs particuliers	Metz
	Service métrologie légale	Metz, En multi-sites avec Strasbourg et Châlons

2- Ressort des unités départementales

Unité départementale Ardennes		Charleville-Mézières
Unité départementale Aube		Troyes
Unité départementale Marne		Châlons en Champagne
	Antenne	Reims
Unité départementale Haute-Marne		Chaumont
Unité départementale Meurthe et Moselle		Vandœuvre les Nancy
Unité départementale Meuse		Bar-le-Duc
Unité départementale Moselle		Metz
Unité départementale Bas-Rhin		Strasbourg
Unité départementale Haut-Rhin		Colmar
	Antenne	Mulhouse
Unité départementale Vosges		Epinal